

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Peur sur la croissance!

LES nouvelles mesures de restriction adoptées par le gouvernement pourraient entraîner des conséquences dramatiques pour l'économie nationale, et réduire presque à néant le Plan de relance économique.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

ALORS que toutes les prévisions macroéconomiques annonçaient une reprise de la croissance au Gabon (1,9 % en 2021 contre -2,4 en 2020), les dernières mesures de riposte à la crise sanitaire adoptées, vendredi dernier, par le gouvernement pourraient replonger le pays dans une nouvelle forme de récession. Et entraîner l'économie dans une seconde spirale d'endettement afin de combler les énormes pertes fiscales liées à ces restrictions. En effet, la restauration du couvre-feu à 18 heures et le confinement du Grand Libreville vont considérablement ralentir l'activité économique en freinant aussi bien la productivité que la consommation des ménages et des entreprises. Avions cloués

au sol, bateaux de passagers en rade, compagnies de transport terrestre à l'arrêt en raison de l'interdiction de la circulation interprovinciale; demi-journée de travail forcée pour les grandes surfaces commerciales et les petits commerces; réduction et licenciements de personnel en cascade et fermeture d'établissements dans le secteur de la restauration, du tourisme et de l'hôtellerie... " Presque tous les secteurs d'activité sans exception vont être impactés. Ce qui va automatiquement réduire les recettes fiscales de l'État et créer de nouvelles tensions de trésorerie. Mais ce qu'il faut craindre, c'est surtout la nouvelle vague de licenciements économiques qui se profile dans les entreprises avec comme conséquence un risque avéré de tensions sociales. Le gouvernement sera une nouvelle fois contraint à l'emprunt pour faire face à toutes ces nouvelles

compressions", fait remarquer un fonctionnaire du ministère de l'Économie.

Lors de la première vague de contamination au Covid-19, le Gabon a enregistré, selon les chiffres officiels du ministère du Travail, près de 10 000 pertes d'emplois dans le secteur formel. Des estimations qui pourraient doubler dans le secteur informel qui représente entre 40 et 50 % du PIB national, selon la Banque mondiale. Ainsi la mise en veilleuse de l'économie dite souterraine pourrait davantage aggraver la situation des petits commerces et des ménages aux revenus très modestes.

ENDETTEMENT• D'après les chiffres de la Direction générale de la dette (DGD), entre janvier et septembre 2020, pour faire face à la pandémie et équilibrer ses comptes au rouge, l'État a recouru à d'importants emprunts extérieurs et intérieurs pour un montant global de 1 120,5 mil-



Photo: Maixent Ntoutoume/L'Union

Des étals vides au marché Mont-Bouët.

liards de francs (en hausse de plus de 100 % par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt). Ce qui laisse craindre une nouvelle explosion du niveau d'endettement du pays.

Le gouvernement a-t-il pris la pleine mesure de toutes les conséquences inévitables de ces mesures de restriction sur l'économie nationale? s'interroge-t-on. Surtout que le programme d'as-

sistance mis en place par l'exécutif au profit des entreprises du secteur privé en difficulté avait été jugé globalement insuffisant par le patronat.

Selon la Confédération patronale gabonaise (CPG), la mesure relative au financement de leurs trésoreries à travers les banques, et les conditions d'accès à cette facilité n'ont bénéficié, au final, qu'à très peu d'entreprises dont la plupart se sont retrouvées exclues.

Tests Covid payants: un milliard 200 millions de recettes et des questions

L.R.A.
Libreville/Gabon

SOUCI de transparence ou de taire les supputations qui allaient déjà bon train au sein de l'opinion?

Toujours est-il que le 12 février dernier, lors de la conférence de presse gouvernementale sur la situation épidémiologique du pays, le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang, a enfin lâché un chiffre qui correspond aux recettes engrangées par le Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon (Copil). Soit un milliard 200 millions, depuis la fin de la gratuité des tests.

Sauf que l'observateur avisé lui reproche d'être allé trop vite au total. Il aurait voulu qu'on lui dise de combien de tests l'on parle. Sur quelle période s'étale la recette engrangée. Combien ont payé ceux

qui ont sollicité le service VIP et qui déboursent 20 000 francs pour leur test PCR? Et les économiquement faibles dont le test est aussi passé du gratuit à 5 000 francs. Combien ont-ils versé dans l'escarcelle du Copil? Sans oublier que nombreux, qui ont en mémoire une lettre écrite par l'opposant Jean Gaspard Ntoutoume Ayi au Premier ministre, auraient aussi voulu savoir si ce chiffre tient compte des recettes des samedis? Des détails qui auraient donné un meilleur aperçu de cette manne dont le ministre a indiqué servir à alimenter le fonds Covid, qui lui-même est dédié à l'acquisition des réactifs, masques et autres matériels pour les médecins du Covid.

A contrario, en allant droit au milliard 200, l'opinion a clairement l'impression qu'on ne lui a pas tout dit. Alors que se cache-t-il concrètement ce chiffre?

Relance économique: le tourisme sans visibilité

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LE silence du Club tourisme de Libreville (CTL) depuis l'annonce des dernières restrictions gouvernementales en dit long sur le désespoir qui a gagné les membres de cette corporation constituée d'opérateurs économiques des filières hôtellerie, restauration, bars et night-clubs.

"On évite de mourir, on essaie de survivre", avait déjà lancé Jocelyne Halajko, présidente du CTL, en septembre dernier. En 2020, le secteur avait enregistré 90 % de pertes. Plus de 120 entreprises envisageaient de fermer définitivement si la relance économique n'était pas effective ou si aucun accompagnement ne leur était octroyé. Durant la même année, 6 000 employés de ce secteur sont allés gonfler les rangs du chômage technique. Évidemment, ceux qui étaient en attente d'un



Photo: Wilfried MBINAH/L'Union

Le couvre-feu de 18h contraint les restaurants à fermer au moins une heure avant.

CDI n'ont pu l'obtenir. Environ 3 700 employés en fin de CDD étaient dans cette situation. C'est dire que les nouvelles restrictions prises par le gouvernement ne dessinent pas un horizon heureux pour ces acteurs économiques. Leurs clients devront désormais présenter des résultats négatifs de leur test Covid-19 à l'entrée de leurs établissements. Plus grave, le nouveau

couvre-feu est fixé à 18 heures. Or, en général, surtout pour les restaurateurs et les boîtes de nuit, c'est le soir que se manifeste leur clientèle.

En somme, il sera difficile pour ce secteur à l'agonie de participer à la relance économique que le gouvernement compte impulser. D'autant plus que personne ne sait combien de temps durera encore la pandémie de coronavirus.